

Christine Lagarde, la directrice du FMI, prévient d'un risque grave de tempête mondiale mais personne ne semble l'entendre



La directrice du FMI a une fois de plus mis en garde le monde contre les risques de tempête. Mais qui l'écoute ? Personne !

Avec Jean-Marc Sylvestre

Christine Lagarde a une fois de plus mis en garde le monde occidental des risques de tempête économique et financière qui s'amoncellent sur la planète. Sous-entendu : « il va être urgent de réagir ! »

Lancer de telles alertes d'un air grave et dans un anglais parfait doit constituer l'essentiel de son job.

Christine Lagarde intervenait hier devant le World Governments Summit, c'est un sommet annuel sur la gouvernance mondiale où se réunissent à Dubaï des décideurs politiques et économiques du monde entier.

En gros, étaient là une bonne partie de ceux qui participent au World Economic Forum de Davos en Suisse. C'était fin janvier et Christine Lagarde était déjà intervenue pour prévenir des risques que courrait l'économie mondiale, en mettant l'accent sur les disfonctionnements structurels liés au creusement des inégalités et du protectionnisme.

Dans quelques jours, la directrice du FMI sera à Washington, siège de l'organisation pour y signer une pile de parafeurs, et repartira sans doute en Asie ou ailleurs pour faire part de ses inquiétudes à d'autres. **C'est son job, et de l'avis de tous ceux qui fréquentent l'institution internationale, elle le fait plutôt bien.** Cela dit, on ne peut pas s'empêcher de s'interroger sur l'utilité de cette institution que **Christine Lagarde incarne sans doute beaucoup mieux que son prédécesseur. Du moins, elle soulève moins de commendants sarcastiques.**

Ne soyons pas trop sévère, ces mises en garde ne sont pas inutiles. Compte tenu de l'armada d'économistes qui analysent la situation mondiale et son évolution, les diagnostics que Christine Lagarde porte sont plutôt crédibles. Et si ces prévisions ne se réalisent pas toujours, c'est que son travail a été écouté par les gouvernements ou les marchés. Ce qui sort du FMI a donc indéniablement un rôle dissuasif ou correctif.

Pour la deuxième fois en très peu de temps, Christine Lagarde est revenue sur les sujets qui fâchent et qui sont de nature à déséquilibrer la situation économique mondiale. Elle retient quatre séries de facteurs inquiétants et pour ceux qui savent décrypter la langue du FMI, cet éclairage n'arrive pas par hasard.

Le premier sujet d'inquiétude est alimenté par les tensions commerciales notamment entre la Chine et les Etats-Unis Cette mise en garde est publiée à la veille de la rencontre entre les dirigeants américains et chinois pour essayer de prolonger ou d'alléger le dispositif de limitation ou de rééquilibrage des échanges commerciaux. La mise en garde s'adresse aussi bien aux dirigeants chinois qu'aux dirigeants américains, même si le FMI ne peut pas s'opposer au projet US de résorber une partie de son déficit commercial avec les pays émergents. Ce qui perturbe le FMI, c'est que la tentation protectionniste des grands pays occidentaux pour s'affranchir de la dépendance dans laquelle ils se retrouvent avec les émergents va à l'encontre des projets et des objectifs du FMI, qui a toujours été de favoriser le commerce mondial. **Pour le FMI, le commerce mondial est non seulement un facteur de progrès mais aussi un facteur de paix.** Or, pour le FMI, les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis ont déjà commencé à affecter l'économie mondiale.

Le deuxième sujet d'inquiétude tient au ralentissement de la croissance chinoise. C'est ce ralentissement qui tire à la baisse le prix du pétrole et des matières premières. C'est ce ralentissement qui freine l'ensemble de l'économie mondiale. Or le monde a besoin d'une croissance forte pour diffuser le progrès à des populations qui se retrouvent à l'écart du développement. Le monde développé a besoin lui aussi de la croissance des émergents pour tirer sa propre croissance.

Le troisième sujet sur lequel Christine Lagarde veut interpeller les gouvernances occidentales porte sur le resserrement des taux d'emprunt qui intervient au moment où les gouvernements, les entreprises et les ménages ont accumulé des dettes extrêmement lourdes.

Enfin, Christine Lagarde est venue prévenir, là encore une fois de plus, des incertitudes liées au Brexit. Elle ne juge pas cette décision politique, elle souligne le manque de préparation pour assurer la transition et rappelle ce qu'est le dogme du FMI, favoriser le commerce mondial.

Les remarques de la directrice générale du FMI sont intéressantes mais, outre l'aspect pédagogique qui n'est pas fondamentalement nouveau, **elle nous oblige à nous interroger sur le rôle du FMI** Sans aucun autre pouvoir que celui du verbe, de telles remontrances ont un impact assez réduit.

Le FMI a été créé en 1945. C'est une institution internationale qui regroupe 189 [pays](#), et dont le but est de « *promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté* »

Concrètement, le FMI a donc pour fonction d'assurer la stabilité monétaire et financière et de gérer les crises provoquées par un déficit devenu insupportable. Quand un pays fait défaut, le FMI lui fournit des crédits pour financer une situation qui met en péril l'organisation gouvernementale du pays, la stabilité de son système financier (banques, marchés financiers) ou les flux d'échanges avec le reste du monde. Le FMI prête de l'argent le temps que la confiance revienne. Alors il met des conditions de réformes structurelles propres à redresser la situation. Après 1976 et la disparition d'un système de change fixe, le FMI a perdu l'essentiel de sa raison d'être et se consacrera aux problèmes d'endettement des pays en développement.

Sauf que la mondialisation à la fin du siècle dernier a ouvert ces pays aux fonds d'investissements internationaux. Par ailleurs, le FMI a vu ses ressources baisser.

Depuis, le FMI exerce un rôle de superviseur de la politique économique des pays qui sont membres de l'OMC, mais comme le FMI a peu de moyens coercitifs, son influence a beaucoup baissé.

Actuellement, le FMI n'a aucun pouvoir pour s'immiscer dans la politique américaine qui diffuse la musique protectionniste dans le monde. Le FMI doit d'ailleurs être très prudent dans ses analyses et sa communication publique parce que les Etats-Unis sont les premiers contributeurs financiers au FMI et le moins que l'on puisse dire, c'est que Donald Trump n'aurait aucun mal à couper les vivres de l'institution.

A priori, Christine Lagarde n'a pas reçu de tweets menaçants ou ironiques du président des Etats-Unis c'est quand même la preuve de sa très grande habileté.